Marges

Revue d'art contemporain

32 | 2021

La circulation des idées dans l'art contemporain

Thomas Piketty, Capital et idéologie

Paris, Seuil, 2019, 1198 p.

Jérôme Glicenstein

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/marges/2595>

DOI : 10.4000/marges.2595

ISSN : 2416-8742

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mai 2021

Pagination : 164-165

ISBN : 978-2-37924-150-5

ISSN : 1767-7114

Référence électronique

Jérôme Glicenstein, « Thomas Piketty, Capital et idéologie », *Marges* [En ligne], 32 | 2021, mis en ligne le 20 mai 2021, consulté le 04 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/marges/2595> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/marges.2595>

Thomas Piketty, *Capital et idéologie*

Paris, Seuil, 2019, 1198 p.

Thomas Piketty est un auteur à succès : son précédent ouvrage, *Le Capital au XXI^e siècle*, a été traduit en 40 langues et diffusé à plus de deux millions d'exemplaires. Ce succès est sans doute mérité : Piketty a réalisé des enquêtes d'une ampleur considérable, permettant d'avoir une vue d'ensemble de l'état économique de notre société. *Capital et idéologie* a pour projet de poursuivre ce travail et de traiter des inégalités dans le monde, dressant un état des lieux aussi ambitieux que possible de l'évolution des systèmes économiques au cours du temps. L'ouvrage établit ainsi une sorte de bilan historique du développement des inégalités, au moyen de comparaisons entre les principaux pays occidentaux et quelques autres (Inde, Chine, Iran...). Cela va de la description de « sociétés ternaires », fondées sur une distinction entre noblesse, clergé et tiers état, à celle de « sociétés de propriétaires », particulièrement promues en Occident, où les inégalités s'appuient progressivement sur différentes formes d'asservissement d'une partie de la population (y compris par le biais de l'esclavage), voire d'exploitation de territoires colonisés. Ces différentes formes d'organisation sont ultérieurement mises en cause, ce qui aboutit à la fin de

l'esclavage et à un mouvement de décolonisation, mais aussi à l'essor en Occident de la social-démocratie ou du communisme.

L'argumentaire s'appuie sur d'innombrables tableaux explicatifs, relayés par des analyses de la manière dont des inégalités liées à des conflits ou à des situations d'oppression (en particulier dans les colonies) ont été naturalisées au cours du temps. Le parti pris de l'auteur est constructiviste : « l'inégalité n'est pas économique ou technologique : elle est idéologique et politique » (p. 20). Ainsi qu'il l'explique à plusieurs reprises, des choix de société sont constamment faits par les politiques mais d'autres choix auraient tout aussi bien pu être faits. La démarche de Piketty est didactique et de fait les premières parties font parfois penser à un cours élémentaire d'économie politique, mais en cela elles sont utiles pour qui n'est pas spécialiste de ce domaine : on apprend ainsi comment la Suède ou le Royaume-Uni, qui étaient parmi les pays les plus inégalitaires au 19^e siècle, ont été réformés en profondeur, au point de devenir au milieu du 20^e siècle des modèles de correction des inégalités. De manière assez prévisible la situation américaine suit une tendance inverse : après avoir défendu le principe

de l'impôt sur le revenu et la progressivité de celui-ci (p. 533), les quarante dernières années sont caractérisées par une surenchère dans les baisses d'impôt. Le cas le plus intéressant de retournement est celui du Parti démocrate, soutien des esclavagistes au 19^e siècle, puis moteur de changements sociaux au moment de la Grande Dépression, avant de représenter les couches les plus éduquées et favorisées socialement de la population ces dernières années (p. 939). Des évolutions similaires ont lieu dans d'autres pays, avec des partis de gauche qui s'éloignent de plus en plus des populations défavorisées, au profit des personnes les plus éduquées, au moment même où la droite s'éloigne quant à elle de plus en plus des détenteurs du capital au profit des populations « natives » victimes de la mondialisation économique.

La quatrième partie s'interroge sur la situation actuelle, amorçant des propositions de changements possibles. Celles-ci partent du constat de l'évolution des clivages politiques au cours des dernières décennies : aux traditionnels conflits de classe tendent à se substituer des oppositions entre des mouvements internationalistes et d'autres qui sont qualifiés de nativistes, au moment où d'autres clivages apparaissent entre les défenseurs d'un capitalisme transnational, des nationalistes réactionnaires (« social-nativistes ») et d'autres personnes qualifiées de « bloc internationaliste-égalitaire » (p. 923). Les réformes envisagées par Piketty renvoient à ce qu'il qualifie de « socialisme participatif », lequel serait réalisé grâce à un « social-fédéralisme » : « un nouvel horizon égalitaire à visée universelle, une nouvelle idéologie de l'égalité, de la propriété sociale, de l'éducation et du partage des savoirs et des pouvoirs, plus optimiste en la nature humaine [...] » (p. 15). Ses propositions pour y

parvenir nécessitent l'établissement de systèmes d'imposition progressifs dans tous les pays du monde (avec des coopérations transnationales dans la fixation des taux et modalités d'imposition), ce qui implique de renoncer à l'idée de propriété permanente, tout en intéressant les salariés au fonctionnement des entreprises, sur le mode de la cogestion. Bien entendu, un tel projet d'établissement d'une société universellement juste est tout à fait louable, mais ce qu'il implique de contrôle des flux financiers à l'échelle planétaire, ne peut manquer d'évoquer aussi différents projets totalitaires.

Les progrès sociaux évoqués par Piketty renvoient à un monde où les lois évoluent suite à des mobilisations collectives de travailleurs salariés. L'idée de cogestion est-elle pourtant encore envisageable dans une société ubérisée où chacun est entrepreneur de lui-même ? L'auteur est sans doute persuadé de contribuer à une réflexion progressiste, mais lorsqu'il évoque la mise au point de « normes de justice acceptables pour le plus grand nombre » (p. 750) ou l'« utilité du point de vue de l'intérêt général », ne fait-il pas le jeu des morales utilitaristes ? Malheureusement, il ne s'interroge jamais non plus sur les ressorts psychologiques des comportements collectifs au sein des différentes sociétés : ses analyses se cantonnent à une vue du monde où tous les acteurs seraient à la fois de bonne volonté et partageraient son point de vue, celui qui conduit à un « système démocratique transnational fondé sur la justice sociale, fiscale et climatique » (p. 112). De telles positions méritent sans aucun doute d'être débattues, mais en allant au-delà de simples pétitions de principe et de l'idéalisme naïf auxquelles elles risquent d'être réduites.

Jérôme Glicenstein